

L'AMÉRIQUE LATINE, TERRE DE LUTTES SOCIOÉCOLOGIQUES

Denis Chartier et Michael Löwy

Presses de Sciences Po | *Ecologie & politique*

2013/1 - N° 46
pages 13 à 20

ISSN 1166-3030

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2013-1-page-13.htm>

Pour citer cet article :

Chartier Denis et Löwy Michael, « L'Amérique latine, terre de luttes socioécologiques », *Ecologie & politique*, 2013/1 N° 46, p. 13-20. DOI : 10.3917/ecopo.046.0013

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DOSSIER

LES ÉCOLOGIES POLITIQUES AUJOURD'HUI (4) AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine, terre de luttes socioécologiques

DENIS CHARTIER ET MICHAEL LÖWY

Lieu des expérimentations néolibérales les plus exacerbées à partir des années 1970, l'Amérique latine est aussi celui où l'ordre néolibéral a connu ses premières fissures, provoquées dès les années 1990 par les luttes zapatistes mexicaines¹, puis, dans les années 2000, par l'élection de gouvernements de la gauche antinéolibérale (Bolivie, Équateur, etc.) et par l'activité croissante des mouvements socioenvironnementaux. La région oscille aujourd'hui entre néo-développementisme extractiviste insoutenable et constructions-expérimentations de modèles de développement alternatifs. Les tensions (parfois créatives) qui émergent de ces dynamiques contradictoires sont au cœur de ce dossier consacré aux écologies politiques en Amérique latine. Comme il n'était pas possible d'être exhaustif sur un tel sujet, nous avons choisi de privilégier des articles insistant sur les principales causes des atteintes à l'environnement et aux populations latino-américaines les plus vulnérables, ainsi que des recherches faisant un état des lieux des acteurs en résistance (en particulier du côté de la société civile) et des réponses alternatives qu'ils proposent.

Une « colonialité » persistante qui affecte la nature latino-américaine

Comme le souligne Héctor Alimonda dans un remarquable ouvrage consacré à l'écologie politique en Amérique latine², face à une pensée hégémonique néolibérale globale et aux élites dominantes de la région, la nature apparaît comme un espace subalterne que l'on peut exploiter, détruire, reconfigurer selon les nécessités des régimes d'accumulation existants. Durant plus de cinq siècles, « des écosystèmes entiers ont été ravagés par l'implantation de monocultures destinées à l'exportation. Faune, flore, humains ont été victimes

1. R. Sanchez et Y. Moulrier Boutang, « Laboratoire Amérique latine : hybridation, interdépendance et pouvoir constituant », *Multitudes*, n° 35, 2008, p. 34-39.

2. H. Alimonda (dir.), *La naturaleza colonizada: Ecología política y minería en América Latina*, Ediciones Cissus, Buenos Aires, 2011. Cet ouvrage est le résultat des travaux du groupe de chercheurs sur l'écologie politique en Amérique latine du Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO). Parmi les autres productions de ce groupe, on peut aussi citer : H. Alimonda, G. Alvarado Merino, G. C. Delgado Ramos, D. Domínguez, C. Campello do Amaral Mello, I. Monterroso et G. Wilde, *Gestión ambiental y conflicto social en América latina*, CLACSO Libros, colección Becas de investigación, Buenos Aires, 2008.

d'invasions biologiques de concurrents européens ou de maladies³». Et l'exploitation des minerais par les grandes entreprises multinationales, aux conséquences délétères, a une histoire également ancienne qu'Eduardo Galeano a magnifiquement retracée dans son ouvrage *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*⁴. L'écologie politique de cette région du monde est marquée du sceau de ces deux processus d'occupation destructrice, les monocultures intensives et l'exploitation minière, processus déjà fort bien décrits au début du xx^e siècle par le géographe Jean Brunhes (ou, plus récemment, par l'historien Alfred W. Crosby⁵) et qui ne semblent pas devoir s'interrompre. Comme a pu l'écrire Enrique Leff dans *Ecología y capital*⁶, on assiste encore au mécanisme principal de reproduction de la colonisation de la nature latino-américaine en des termes qui pourraient s'assimiler parfaitement à ceux de Brunhes ou à la perspective contemporaine de Mike Davis dans son ouvrage *Génocide tropicaux*⁷; une dévastation capitaliste qui détruit ou désorganise les écosystèmes et les formes de production des autochtones, et qui annule les potentialités d'autonomie de ces sociétés⁸. Cette longue histoire de développement inégal et combiné, de rupture globale du métabolisme société-nature, valide la thèse d'Alimonda d'une «colonialité» persistante qui affecte la nature et les populations latino-américaines les plus vulnérables⁹.

Extractivisme et néodéveloppementisme

Pour beaucoup, l'avantage comparatif de cette région est donc encore sa capacité historique à exporter sa nature. Ce processus s'amplifie même ces dernières années, comme le montrent la plupart des articles de ce dossier. Nous assistons à un impressionnant processus de «reprimarisation» de l'économie latino-américaine, le taux des exportations des produits primaires connaissant une très forte augmentation dans toute la région. À ce titre, le cas du Brésil, un pays pourtant considéré comme étant industrialisé, étudié ici par João Alfredo Telles Melo et Davi Aragão Rocha, est particulièrement éclairant. Durant les deux mandats du président Luis Inácio Lula da Silva, la participation des matières premières dans les exportations est passée de 48,7 % en 2003 à 60,9 % en 2009¹⁰. Ce processus de primarisation renouvelée de l'économie se matérialise par l'extractivisme, «modèle d'accumulation fondé

3. H. Alimonda, «La colonialidad de la natura: Una Aproximación a la Ecología Política latinoamericana», in H. Alimonda (dir.), *op. cit.*, p. 22 (notre traduction).

4. E. Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Pocket, Paris, 2006 [1971].

5. A. W. Crosby, *Ecological Imperialism: The Biological Expansion of Europe, 900-1900*, Cambridge Univ. Press, New York, 1986.

6. E. Leff, *Ecología y capital*, Siglo XXI, Mexico, 1986.

7. M. Davis, *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900). Aux origines du sous-développement*, La Découverte, Paris, 2003.

8. H. Alimonda, «La colonialidad de la natura...», *op. cit.*

9. *Ibid.*

10. Chiffres issus d'un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), cités dans E. Gudynas, «La primarización exportadora otra vez», *Los Tiempos*, 30 décembre 2010.

sur la surexploitation des ressources naturelles en grande partie non renouvelables et sur le déplacement des frontières des territoires jusqu'alors considérés comme improductifs¹¹ ». Il s'agit ici d'activités extractives à proprement parler (minerais, pétrole), mais aussi de monocultures de soja et d'agrocarburants (qui encouragent la logique extractiviste en consolidant la monoproduction), de grands projets hydroélectriques, de transports et de communications, qui visent à faciliter l'intégration économique de l'Amérique latine. En définitive, la convergence entre ce paradigme extractiviste, une primarisation renouvelée de l'économie, la constitution d'enclaves exportatrices et une conception néolibérale « dont le trait dominant reste le productivisme à peine rajeuni d'un usage toujours opportun et volatil de certaines notions mondialisées (développement durable, responsabilité sociale des entreprises, gouvernance)¹² » peut être qualifiée de néodéveloppementisme.

L'une des conséquences majeures de cette poussée néodéveloppementiste est l'augmentation des conflits environnementaux et des luttes sociales¹³. Comme le montrent la plupart des articles de ce dossier, ces luttes s'inscrivent dans la plus pure tradition latino-américaine, à savoir une tentative des populations locales et/ou autochtones de s'affranchir de la soumission au système économique global. Mais elles ont aussi un caractère original que nous qualifierons, à la suite de Maristella Svampa, de tournant écoterritorial¹⁴.

Mouvements socioécologiques et tournant écoterritorial

Comme l'illustrent les articles de ce dossier, les acteurs sociaux pensent et se représentent les luttes actuelles en faveur de l'environnement en les centrant sur la défense de la terre et du territoire. Cela peut apparaître comme une « vieille histoire » si l'on se souvient des affrontements entre communautés paysannes locales et l'armée mexicaine lors la rébellion de Tomochic, dans l'État de Chihuahua entre 1861 et 1892, ou lors du conflit de Canudos au centre de l'État de Bahia (Brésil, 1893-1897)¹⁵. Ce que d'aucuns ont qualifié de « colonialisme interne » a bien à voir avec des luttes autour des questions d'occupations territoriales et d'accès à la terre¹⁶.

11. M. Svampa, « Néo-“développementisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, 2011, p. 105.

12. *Ibid.*

13. M.-F. Prévôt-Schapira, « Amérique latine : conflits et environnement, “quelque chose de plus” », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 70, 2008, p. 5-11.

14. M. Svampa, *op. cit.*

15. Conflit où l'armée nationale brésilienne conduisit des campagnes meurtrières contre les populations autonomes paysannes qui n'étaient pas assujetties à la gouvernance territoriale du gouvernement républicain.

16. À ce sujet, on peut lire les travaux de Germán Palacio sur ces régions (excentriques et asynchroniques) intégrées tardivement : G. Palacio, « Breve guía de introducción a la ecología política: Orígenes, inspiradores, aportes y temas de actualidad », *Gestión y Ambiente*, vol. 9, n° 3, 2006, et « Historia tropical: A reconsiderar las nociones de espacio, tiempo y ciencia », in G. Palacio et A. Ulloa (dir.), *Repensando la naturaleza: Encuentros y desencuentros disciplinarios en torno a lo ambiental*, Universidad nacional de Colombia/iCanh, Bogota, 2002.

Depuis la conquête ibérique, divers régimes de la nature coexistent en Amérique latine, avec la prédominance hégémonique et colonisatrice de ceux voués à assurer la gouvernance et la production des valeurs d'échange. Dans des degrés variables d'assujettissement ou d'isolement relatif, d'autres régimes de la nature ont constitué des stratégies de survie ou de résistance, comme la petite propriété, les groupes indigènes, les enceintes, etc. Ainsi, comme cette coexistence s'est perpétuée dans le temps, la violence servile de l'occupation destructrice se renouvelle sur les régions qui, lors de périodes antérieures, restèrent relativement en marge de sa dynamique, comme c'est le cas de l'Amazonie¹⁷.

Bien que s'inscrivant dans cette tradition, il existe cependant une rencontre nouvelle entre les luttes socioécologiques (notamment indigènes) et un discours critique sur l'environnement. Cette convergence, qui se traduit dans un tournant écoterritorial des mouvements, illustre bien la spécificité des luttes socioenvironnementales contemporaines latino-américaines. Ce qui apparaît le plus novateur est sans doute

la relation établie entre différents acteurs qui permet l'amorce d'un dialogue fructueux entre disciplines et savoirs, dialogue caractérisé par la valorisation des savoirs locaux et l'élaboration d'un savoir expert indépendant des discours dominants. Cette question n'est pas secondaire puisque c'est à partir d'une telle articulation que les organisations et les mouvements ont pu délivrer des diagnostics communs qui dépassent la problématique locale et nationale. Ils ont aussi diversifié leurs stratégies de lutte en combinant mobilisation à la base et mise en place de réseaux sociaux par le biais de la création et de l'utilisation de divers outils techniques et juridiques¹⁸.

Comme les différents articles de ce dossier le montrent, ces mouvements sociaux territoriaux ont élaboré un langage commun en rupture avec la conception productiviste et développementiste du récit dominant. Les notions majeures de ce langage sont les biens communs (notion qui exige que soient exclues du marché les ressources constituant un patrimoine naturel, culturel ou social), la justice environnementale, le *buen vivir* (mot d'ordre et concept en construction intégrant la vision indigène du monde) et le droit de la Terre-Mère (apparu dans la Constitution équatorienne et dans une loi bolivienne, et qui fait de la nature un sujet de droit, analysé par Franck Poupeau dans ce numéro). S'opère ici le passage d'une vision productiviste typique de la modernité capitaliste occidentale à une vision biocentrique orientée vers la protection des écosystèmes (qui peut s'illustrer à travers des actions telles que le cas de Yasuní-ITT évoqué dans l'article de Michael Löwy).

Finalement, vingt-cinq ans après la canonisation de la notion de développement durable, les controverses qui ont donné lieu à sa naissance restent intactes et, comme le montrent Julien Vanhulst et Adrian Beling, l'insertion du *buen vivir* dans les débats globaux sur la société et l'environnement réactive, depuis l'Amérique latine, les réflexions sur les dérives socioéconomiques et écologiques du développement, qu'il soit durable ou non. Le *buen vivir* et les discours antidéveloppement rejoignent et alimentent une critique du productivisme

17. H. Alimonda, «La colonialidad de la natura...», *op. cit.*, p. 53 (notre traduction).

18. M. Svampa, *op. cit.*, p. 114.

consistant à déconstruire le concept de développement et à le considérer comme un discours de domination (de l'Occident) et d'occultation d'expériences ou de connaissances locales, de pratiques vernaculaires¹⁹. L'émergence de nouveaux concepts ou d'une nature sujet de droit, l'action de certains gouvernements de gauche (Équateur, Bolivie, etc.) et surtout des mouvements sociaux qui se réclament de l'écologie laissent apparaître d'autres voies, qui ne sont cependant pas exemptes de contradictions et d'obstacles.

Des contradictions à vaincre pour construire les politiques de l'anthropocène

Même si, après les réformes néolibérales des années 1990, l'État a repris ses capacités institutionnelles (comme en Bolivie, en Équateur ou au Brésil) et s'est imposé comme un acteur économique efficace et parfois comme un bon agent redistributeur, il prend souvent un double chemin plein d'ambiguïtés, entre propositions alternatives (souvent vis-à-vis de l'extérieur) et incitation au néodéveloppementisme sur son territoire (particulièrement en Amazonie). Ces ambiguïtés conduisent Franck Poupeau, à la suite d'autres auteurs²⁰, à se demander si l'on assiste vraiment «à la mise en place d'un modèle original de combinaison des thématiques écologiques et économiques, ou bien à une conciliation toute rhétorique des exigences développementistes et environnementalistes²¹». Avec Marcela Pulgar et Edwin Zaccai, qui évoquent la difficulté des mouvements sociaux environnementaux à s'opposer aux gouvernements progressistes qui furent leurs alliés, avec Jean Foyer et David Dumoulin, qui analysent l'environnementalisme social mexicain, ou avec Carlos Milani, qui s'intéresse plus généralement à l'environnementalisme latino-américain, on peut aussi s'interroger sur la capacité des mouvements sociaux de cette région à gérer des processus d'instrumentalisation, d'institutionnalisation et d'internationalisation qui peuvent les conduire à perdre du terrain en termes de force de contestation, de propositions et/ou d'expérimentation des alternatives.

Malgré ces limites, il nous semble que les perspectives d'une véritable politique de l'anthropocène émergent dans l'action des mouvements socioenvironnementaux latino-américains, entre transnationalisation, connexion très forte des enjeux locaux et globaux, convergences des luttes et rupture avec les paradigmes dominants d'une modernité dépassée. Qu'il s'agisse d'expériences stimulantes, telles que certaines réserves naturelles brésiliennes gérées par les populations traditionnelles (permettant leur développement autonome tout en respectant la capacité de reproduction des écosystèmes²²), de l'arrivée ô

19. G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, 4^e éd. revue et aug., Presses de Sciences Po., Paris, 2013 [1996].

20. J.-P. Lavaud, «Indianisme et écologie dans les pays andins : dispositif légal, discours officiel et mobilisations», *Problèmes d'Amérique latine*, n° 76, 2010, p. 97-117 ; G. Fontaine, «Convergences et tension entre ethnicité et écologisme en Amazonie», *Autrepart*, n° 38, 2006, p. 63-80.

21. F. Poupeau, dans ce numéro, p. 112.

22. F. Pinton et C. Aubertin, «Populations traditionnelles : enquêtes de frontière», in C. Albaladejo

combien novatrice de la nature dans la Constitution d'un pays ou de tentatives hautement symboliques, telles que Yasuní-ITT (visant à trouver des voies originales pour lutter contre le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité), on a bien ici des initiatives qui, malgré des forces contraires très puissantes, font de l'Amérique latine un admirable laboratoire socioenvironnemental. Le chemin vers la mise en place de véritables politiques de l'anthropocène est encore long et les chantiers d'expérimentation à ouvrir sont nombreux. On pourra commencer par le lancement d'un débat sur le « postextractivisme », discussion de société essentielle pour cette région et le reste du monde²³, et on ne doute pas, au regard de la qualité de réflexion et d'expérimentation des nombreux chercheurs et activistes latino-américains de l'écologie politique²⁴, que des voies innovantes émergeront de cette partie du monde.

et X. Arnauld de Sartre (dir.), *Une décennie de développement durable en Amazonie rurale brésilienne*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 159-178.

23. M. Svampa, *op. cit.*

24. Sur ces penseurs, pour certains très précurseurs comme José Martí, José Carlos Mariátegui, Franz Fanon ou Aimé Césaire, et d'autres plus contemporains opérant dans les champs de l'histoire environnementale, de l'anthropologie culturelle ou de la géographie environnementale, on peut lire E. Leff, « Political Ecology: A Latin American Perspective », in UNESCO, *Encyclopedia of Life Support Systems (EOLSS)*, United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization & EOLSS Publishers, Paris & Oxford, 2012, <www.eolss.net>.